



# Newsletter

## Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 155 MARS-MAI 2023

### 4ème Sommet économique France-Pays Arabes

## Dans un monde en crise, le partenariat France-Pays Arabes est à consolider. La CCFA s'engage.

#### SOMMAIRE

- **Edito : Sommet France-Pays Arabes. La CCFA s'engage !**  
p 1
- **Le point de vue des institutionnels, ouverture et clôture.**  
p 2
- **Publicité : Veolia.**  
p 4
- **Eau et environnement, solutions françaises.**  
p 5
- **Publicité Antea.**  
p 7
- **Pour un partenariat industriel renouvelé.**  
p 8
- **Ville durable et grands projets.**  
p 10
- **Publicité Transdev.**  
p 12
- **Nourrir, soigner, partager médicaments et ressources alimentaires.**  
p 14
- **Banques, Fonds et financements.**  
p 15
- **Publicité Cabinet Merlin.**  
p 16

La Chambre de Commerce Franco Arabe a rempli son objectif d'organiser, le 15 mars, au Medef, la quatrième édition de son Sommet économique France-Pays Arabes, placé sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République.

Avec le partenariat du Medef International et de l'Union des Chambres Arabes, la participation de Business France, de la CPME et de CCI France, la CCFA a ainsi rassemblé plus de 300 participants à cette occasion, dont de nombreuses délégations venues de pays arabes : Tunisie, Jordanie, Irak, Libye, Oman, Bahreïn, Émirats arabes unis, Egypte, Qatar, Liban, Arabie saoudite, en présence de l'ensemble du corps diplomatique arabe à Paris.

Ouverte et close par de hautes personnalités françaises et arabes, dont le Secrétaire Général adjoint de la Ligue Arabe, SEM. Hossam Zaki, représentant personnel du Secrétaire Général de la Ligue Arabe, M. Sameer Abdulla Nass, Président de l'Union des Chambres Arabes, Président de la CCI de Bahreïn, SE Mme Anne-Marie Descôtes, Secrétaire Générale du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, cette rencontre a vu la présentation de savoir-faire français exceptionnels mis en avant par Mme Estelle Brachlianoff, Directrice Générale de Veolia, M. Thierry Mallet, PDG de Transdev, et de nombreux représentants d'entreprises : Eiffage, Egis, NGE, Antea, Cabinet Merlin, Sanofi, Bpifrance.... L'attractivité majeure des pays arabes et la nécessité d'y construire de nouveaux partenariats stratégiques y ont également été illustrées.

Dans l'esprit que nous revendiquons clairement depuis 2018, à savoir de faire en sorte que toutes les structures françaises puissent tirer ensemble dans ce même sens d'un partenariat renouvelé, j'ai pu notamment faire quatre propositions concrètes : que la collaboration mise en place dans le cadre de l'organisation de ce Sommet devienne une pratique systématique entre CCFA, Medef International et CPME ; que cette coordination soit mieux arrimée avec la diplomatie française et le dispositif public d'accompagnement à l'export : CCI, Business France, et Bpifrance ; que soient mises en place des task forces franco-arabes sectorielles pour contribuer à atteindre l'objectif de développer de nouveaux partenariats industriels ; que le travail de ces task forces puisse aboutir à un programme de rencontres planifiées, pour alimenter les prochains Sommets. Enfin il faut que les grands groupes français renforcent leurs actions dans l'entraînement puis la pérennisation des PME et PMI françaises à l'international.

Le rôle de la Chambre de Commerce Franco Arabe, salué par SE Mme Anne-Marie Descôte, « dans la promotion des relations commerciales et la coopération industrielle, financière, sans compter toutes les coopérations sectorielles, notamment touristique et agricole qui existent entre nos pays » (France et pays arabes), doit se renforcer « sur le volet économique en particulier, le partenariat franco-arabe (...) aussi bien en termes d'échanges commerciaux que d'investissements ».

Voilà notre feuille de route. Voilà notre engagement.

Vincent Reina

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf Franco-arabe.org](http://www.ccf Franco-arabe.org)

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

## Le point de vue des institutionnels : ouverture et clôture du Sommet

*En prélude aux différentes séances de travail qui ont rythmé cette rencontre, les intervenants à la séance d'ouverture ont mis l'accent sur la nécessité de passer à une étape nouvelle dans la relation franco-arabe pour apporter des solutions à la hauteur des défis communs dans un monde traversé par des soubresauts politiques, économiques et climatiques.*



M. Fabrice Le Saché et M. Vincent Reina



M. Sameer Abdulla Nass et S.E.M. Hossam Zaki

M. Fabrice Le Saché, Vice-Président du Medef, a ouvert cette séance en affirmant l'engagement de son organisation dans la promotion de la relation franco-arabe. Il a indiqué qu'une nouvelle génération de jeunes ultra-connectés accède de plus en plus aux commandes dans les pays arabes et travaille sans complexe avec le monde entier. Les réseaux dans ces pays changent, tout comme en France. Alors il est important dans ce contexte où les relations économiques et commerciales entre la France et les États arabes s'affaiblissent, de connecter les différents responsables afin qu'ils puissent échanger pour rétablir un climat de confiance, développer des échanges et concevoir des projets communs. Il a rappelé que l'expertise française s'inscrit dans des filières très puissantes sur lesquelles des projets peuvent se construire, notamment autour de la ville durable, la ville intelligente, l'énergie, la santé et l'agroalimentaire, entre autres. Par ailleurs, M. Le Saché a souligné que le Medef regarde les pays arabes non pas comme un «comptoir commercial où l'on exporte des marchandises, mais comme des partenaires qui peuvent aussi investir en France». «Nous travaillons dans la perspective d'investir en partenariat en créant des sociétés communes et en nous projetant ensemble dans des pays tiers, en Afrique ou dans les pays francophones», a-t-il dit. Et de conclure : «ces rencontres offrent l'occasion pour les chefs d'entreprises de développer de tels partenariats. Il a émis l'espoir de voir ces rencontres se perpétuer et se pérenniser.

Le Président de la Chambre de Commerce Franco Arabe, M. Vincent Reina, a remercié tout d'abord les autorités françaises, tout particulièrement le Président de la République pour le

parrainage de cette rencontre. Une première dans l'histoire de la CCFA. Il a adressé également ses remerciements à la Direction ANMO du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, à la Direction générale du Trésor, au Secrétaire Général adjoint de la Ligue des Etats arabes, au Président de l'Union des Chambres Arabes, et au Secrétaire Général de l'Union des Chambres Arabes. Par ailleurs, il a remercié les Ambassadeurs arabes et l'ensemble des institutions qui ont répondu « présent » à l'appel de la Chambre. Enfin il a remercié l'ensemble des entreprises partenaires de la Chambre, au premier rang desquels les groupes Veolia et Transdev, l'entreprise Antea et le Cabinet Merlin.

Abordant le vif de son intervention, M. Vincent Reina a indiqué d'emblée qu'il y avait «urgence» à travailler ensemble, collectivement et mieux, car notre économie connaît depuis près de quatre ans des soubresauts dans un contexte mondial devenu particulièrement volatile, incertain, voire dangereux. Les échanges de la France avec le monde et en particulier avec le monde arabe se sont effondrés en 2020, a-t-il dit, et si les exportations françaises entre 2021 et 2022 ont réussi à retrouver une petite amélioration, cela est allé de pair avec l'approfondissement du déficit commercial.

Pour les échanges de la France avec les pays arabes, il a indiqué que le solde commercial qui était négatif de - 1,9 milliard d'euros en 2021 est passé à -11,9 milliards en 2022. Certes, le volume des échanges a progressé de + 23 % avec les pays du Maghreb, + 72 % avec les pays du Golfe et + 54 % avec le groupe des pays tiers, mais le déficit s'est creusé. D'où l'urgence d'une action pour redresser cette situation. Mais que faire ? Et qui peut véritablement répondre à cette urgence, s'est-il demandé. Et de répondre que les pouvoirs publics essaient d'apporter les solutions qui sont à leur mesure.

Mais c'est aux organisations qui rassemblent les entreprises et aux entreprises elles-mêmes, en France et dans les pays arabes, de trouver les moyens de pérenniser leur présence sur le marché français et les marchés du monde arabe qui présentent aujourd'hui des opportunités économiques et commerciales importantes.

« Le Sommet d'aujourd'hui est une brique de notre réponse collective », a-t-il dit. « Il doit nous permettre de mieux comprendre ce qui se passe dans les pays arabes, de mieux comprendre ce qui se passe dans les entreprises françaises et de développer des convergences et des synergies ». Dans ce cadre, il a estimé qu'il y a des actions pertinentes à développer conjointement notamment à travers la mise en place de groupes de réflexion, France-Pays Arabes, sur un certain nombre de thématiques tels que la santé, l'agroalimentaire, la ville durable, l'eau, la gestion des déchets, entre autres.

**Terminant son intervention, le Président de la CCFA a estimé que « le monde bascule de plus en plus vers l'Orient » et qu'il était important de passer à une nouvelle étape dans la relation franco-arabe. Une étape de plus de co-construction, de plus de collaborations, pour apporter ensemble les meilleures solutions aux défis de demain, dont la lutte et l'adaptation au réchauffement climatique.**

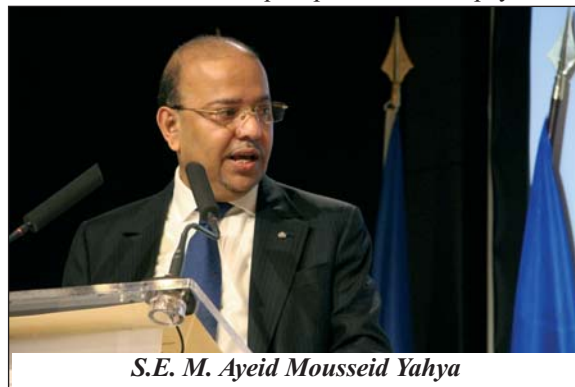
Le Président de l'Union des Chambre Arabes et Président de la CCI de Bahreïn, M. Sameer Abdulla Nass, a rappelé le rôle de l'Union des Chambres Arabes dans le renforcement des relations entre les deux secteurs privés, français et arabe, et souligné que la France est un partenaire stratégique pour le monde arabe. Relevant que la guerre en Ukraine a eu des répercussions néfastes



sur l'économie, notamment à travers la hausse des prix des matières premières et les frictions sur les chaînes d'approvisionnement, il a rappelé que les pays de la région avaient la ferme intention d'intégrer la révolution industrielle 4.0. Par ailleurs, il a relevé que la France élargissait le champ de ses investissements dans le monde arabe et les étend désormais aux pays du Golfe, alors qu'ils étaient auparavant cantonnés dans les pays du Maghreb. **« Aujourd'hui, nous avons des partenariats dans beaucoup de domaines, notamment le tourisme, l'énergie et l'industrie de la culture ; mais nous cherchons à développer des partenariats dans de nouveaux domaines, notamment la cybersécurité, le numérique et les secteurs d'avenir »** a-t-il conclu.



S.E. M. Hossam Zaki



S.E. M. Ayeid Mousseid Yahya



S.E.M. Abi Assi, M. Vincent Reina, M. Gaby Tamer

**S.E. M. Hossam Zaki, Secrétaire Général adjoint de la Ligue des Etats Arabes**, représentant M. Ahmed Aboul El-Gheit, Secrétaire Général de la Ligue des Etats Arabes, a rappelé les crises qui se succèdent depuis 2008 et leurs conséquences sur l'économie, affirmant qu'il était difficile de les gérer individuellement. A la crise financière de 2008, d'autres crises se sont greffées, notamment l'instabilité politique provoquée par le printemps arabe, la montée du terrorisme avec le groupuscule « Daech », la pandémie de la Covid et, récemment, la guerre en Ukraine. Cette guerre engendre des tensions sans précédent en soumettant les transactions économiques à des calculs géopolitiques. Tout ceci a un impact indéniable sur la croissance économique, le climat des affaires et les prix des matières premières. Dans les pays arabes, la hausse des prix, notamment sur les produits alimentaires et l'énergie, accroît la pression sociale. En Europe, elle contribue au recul du pouvoir d'achat, au déficit budgétaire et à la hausse des dettes publiques. Ces crises comportent certes des risques, mais elles sont aussi porteuses d'opportunités qu'il faut saisir. « Tout au long de notre histoire, nous avons contribué ensemble à l'émergence d'une culture méditerranéenne. Elle constitue aujourd'hui un

atout majeur sur lequel on peut s'appuyer pour élaborer des solutions communes. Le changement climatique, les problèmes migratoires, le chômage, la transformation numérique, le développement d'énergies durables et autres, nécessitent, en ces temps difficiles, une coopération pour trouver les solutions adéquates » a-t-il plaidé.

Par ailleurs, S.E. M. Hossam Zaki a évoqué la situation de handicap dans certains pays arabes et les défis internes qu'ils doivent relever afin de retrouver leur stabilité. Il a cité notamment l'Irak, le Liban, la Libye, le Yémen et la Syrie, affirmant que davantage de projets de coopération peuvent accompagner les efforts diplomatiques pour aider ces pays à recouvrer leur stabilité, notamment des projets dans la reconstruction, les infrastructures, les transports, l'énergie, l'eau et l'accès aux nouvelles technologies.

**Pour conclure, il a rappelé que la France a signé des accords de partenariats stratégiques avec certains de ces pays. Et que la coopération avec ces pays gagne à être renforcée en volume et en**

**rythme.** Enfin il a renouvelé l'engagement de la Ligue des Etats Arabes à poursuivre les efforts susceptibles de promouvoir la paix, le développement durable et les partenariats fructueux au service de toutes les parties. « Je suis convaincu que les conclusions de ce Sommet seront d'une grande pertinence et d'une grande importance, aussi bien pour les milieux des affaires que les gouvernements » a-t-il indiqué.

**S.E. M. Ayeid Mousseid Yahya, Ambassadeur de Djibouti et Doyen du corps diplomatique arabe à Paris** a estimé que cette rencontre, avec le nombre important de participants français et arabes, venus de nombreux pays arabes, devait être l'occasion de poser une nouvelle approche entre les entreprises françaises et les entreprises arabes. Approche basée sur l'intérêt commun, la co-construction et le partenariat gagnant-gagnant. Il a classé les pays arabes en trois catégories : pays en situation de crise, pays à marchés matures et pays émergents. Les pays en situation de crise ne le resteront pas indéfiniment. Alors il faut y préparer l'avenir dès à présent. Les pays à marchés matures veulent être à la pointe sur le combat contre le réchauffement climatique, dans la conquête de l'intelligence artificielle, de l'espace, de la mobilité et de l'économie digitale la plus aboutie. Quant aux pays dits émergents, ils sont en fait largement inscrits dans la concurrence et la compétition mondiale. Il a invité les entreprises françaises à saisir toutes les occasions pour accompagner ces différents marchés et relever au mieux les défis qui se présentent.

**« Je suis convaincu que les entreprises françaises savent désormais que leur présence dans les pays arabes leur permettrait de servir ces pays et de se projeter sur l'ensemble du continent africain et les pays de l'Asie Pacifique » a-t-il rappelé, avant d'évoquer, comme exemple, le plan de développement « Djibouti vision 2035 » qui vise à moderniser le pays, notamment ses infrastructures énergétiques et de transport, ainsi que les secteurs traditionnels tels que la pêche, le tourisme ou l'agriculture.** Cette vision s'appuie sur une modernisation du cadre réglementaire et d'un accompagnement des populations pour que la nouvelle croissance soit inclusive et créatrice d'emplois, a-t-il dit. Il a invité tous les investisseurs à regarder le marché djiboutien, ainsi que ceux de tous les pays de la zone, avec un prisme nouveau.

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf Franco-arabe.org](http://www.ccf Franco-arabe.org)



Au Maroc, aux Emirats, en Jordanie, au Qatar, à Dubaï, en Arabie Saoudite, en Oman, Veolia accompagne les collectivités et les industriels dans leur transformation écologique.

Leader mondial, Veolia conçoit et met en place des solutions innovantes de décarbonation, de dépollution et de régénération des ressources, comme donner une seconde vie aux eaux usées, traiter les déchets dangereux, optimiser la performance des bâtiments pour réduire les pertes énergétiques.

Retrouvez nous sur [veolia.com/africa](https://www.veolia.com/africa) et [veolia.com/middleeast](https://www.veolia.com/middleeast).





*S.E. Mme Anne-Marie Descôtes, Secrétaire Générale  
du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*

## Des actions majeures pour l'instauration du nouvel ordre coopératif

S.E. Mme Anne-Marie Descôtes, Secrétaire Générale du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères qui a clôturé les travaux de cette rencontre, a exposé la position de la France et sa volonté de travailler à la construction d'un partenariat constructif avec les pays arabes.

Elle a tout d'abord remercié le Président Reina pour son invitation, ainsi que le Vice-Président du Medef pour l'accueil de cette manifestation. Par ailleurs, elle a salué la participation de la Ligue des Etat Arabes « actrice essentielle des efforts régionaux de la communauté internationale en faveur de la résolution pacifique et politique des crises qui affectent encore le monde arabe » a-t-elle dit.

Pour elle, cet événement « atteste du rôle de la Chambre de Commerce Franco Arabe dans la promotion des relations commerciales entre nos pays ». Rappelant que les échanges entre la France et les pays arabes représentaient 73 milliards d'euros en 2022, soit 5 % des échanges mondiaux de la France, « cet événement doit permettre dans un contexte international marqué par des bouleversements et de transformations profondes » de renforcer encore le volet économique du partenariat franco-arabe, aussi bien en termes d'échanges commerciaux que d'investissements. Elle a notamment indiqué que les pays d'Afrique du Nord pourraient bénéficier du resserrement des chaînes de valeur, et que par ailleurs, les pays du monde arabe, confrontés aux enjeux du développement durable et du réchauffement climatique, peuvent trouver dans les entreprises françaises des expertises et des solutions, citant les secteurs de la gestion de l'eau, des énergies renouvelables et de la ville durable. Poursuivant sa démonstration, S.E. Mme Anne-Marie Descôtes, a indiqué qu'une bonne relation économique s'exprime également à travers la confiance des investisseurs arabes dans l'attractivité de la France et dans les réformes entreprises par le gouvernement pour proposer un climat propice aux affaires. Elle a rappelé, dans le cadre du Sommet Choose France présidé par le Président de la République depuis 2017, l'engagement des investisseurs de la région dans les divers secteurs de l'économie en France, notamment la technologie, la mobilité, l'agroalimentaire. Cette coopération devrait se renforcer avec le grand plan d'investissement « France 2030 », doté de 54 milliards d'euros, qui ouvre de nombreuses opportunités dans les secteurs d'excellence de demain, de l'aéronautique à la santé, en passant par le numérique ou l'énergie.

Par ailleurs, S.E. Mme Anne-Marie Descôtes a rappelé les engagements de la France en faveur d'une réponse aux nombreux défis que doivent relever certains pays de la région sur le plan énergétiques et alimentaires causés par la guerre en Ukraine. Par ailleurs elle a rappelé que cette guerre ne pourrait en aucun cas avoir un « effet d'éviction » ou diminuer l'intérêt pour les autres crises et conflits qui affectent la région. « Nous connaissons la forte sensibilité de vos pays à l'évolution de plusieurs crises dans vos régions respectives : je pense en particulier à la question palestinienne, aux crises en Syrie et en Libye, ainsi qu'au devenir du Liban », a-t-elle dit. « Sur ces différentes situations, notre engagement est clair et constant. Il s'appuie sur le droit, la justice et le refus de la force ou de la violence. Ce sont des principes que nous avons en commun ». Elle a annoncé la préparation d'un nouveau sommet sur l'Irak et s'est félicitée de l'accord rétablissant les relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite et l'Iran, sous l'égide de la Chine. Elle a conclu son intervention en s'adressant aux organisateurs de ce Sommet : « **les actions que vous menez, en tant qu'acteurs économiques de terrain, sont des contributions majeures à l'instauration de ce nouvel ordre coopératif que nous et vous, appelons de nos vœux** », a-t-elle dit.

### Première session sectorielle

## L'eau et l'environnement : des perspectives inquiétantes, mais des solutions françaises existent !

En Keynote, Mme Estelle Brachlianoff, Directrice Générale de Veolia, a présenté les métiers de son groupe et les réponses qu'il propose face aux problèmes liés à la rareté de l'eau, au réchauffement climatique et à la protection de l'environnement. Et plutôt que de parler des conséquences du réchauffement climatique, elle a préféré présenter les différentes solutions développées par Veolia, fruits d'années d'expérience et de technologies innovantes.



Le métier de Veolia c'est d'aider ses clients, villes ou industriels, à décarboner, dépolluer, économiser et régénérer des ressources, a-t-elle dit. Dans le secteur de l'eau, le triptyque de

solutions est connu : sobriété, réutilisation des eaux et dessalement. Veolia est un leader sur le marché du dessalement avec des technologies moins énergivores. Dans le domaine du recyclage des eaux usées, le groupe a développé des procédés connus à travers ses installations notamment au Maroc, à Abou Dhabi ou en Jordanie. Le recyclage est 30 % moins cher que le dessalement d'eau de mer. Par ailleurs, plus l'urbanisation est dense, plus il y a de l'eau usée à recycler. C'est un cercle vertueux, expliqua-t-elle.

Concernant le traitement des déchets dangereux, Mme Brachlianoff a indiqué qu'il faut des technologies avancées. Veolia a déployé son savoir-faire aux Emirats arabes unis où le groupe traite 3.000.000 de tonnes/an de déchets dangereux. Enfin sur l'énergie, Mme Brachlianoff a indiqué que son groupe exploite les déchets locaux, des eaux usées, ou du biogaz, notamment à Dubaï où une usine de biométhanisation produit de l'énergie à partir des boues des stations d'épuration, et à Tanger où le groupe produit de l'énergie à partir des grignons d'olives, pour les usines Renault. Dans le domaine de l'économie d'énergie, Mme Brachlianoff a révélé qu'Enova, filiale du groupe Veolia, avait mis au point des technologies pour le compte d'hôpitaux, de centres commerciaux et d'aéroports capables d'économiser de 20 à

30% d'énergie sans modifier de façon majeure les bâtiments. Concluant sur une note très positive, Mme Brachlianoff a souligné qu'il y a des solutions et qu'il était de notre devoir de les déployer au plus vite car le coût de l'inaction est plus important que le coût de l'action.



**M. Philippe Bourdeaux**

**Philippe Bourdeaux – Vice-Président Afrique-Moyen-Orient, Veolia**, a présenté l'implantation du groupe dans le monde arabe. **Veolia se positionne sur des marchés**



**M. Pascal Voyer**

extrêmement concurrentiels et s'associe le plus souvent avec des partenaires locaux en génie civil, des développeurs et des financiers pour former des entités locales à fort potentiel. Le groupe a une très forte présence au Maroc, notamment dans l'épuration des eaux usées et l'énergie éolienne. En Jordanie, pays qui souffre le plus du stress hydrique, Veolia produit 360.000 m<sup>3</sup> d'eau par jour dans son usine d'épuration à Amman pour irriguer 10 % de la surface agricole utile du pays. Au Qatar, les 100.000 arbres plantés autour de la station d'épuration de Doha sont irrigués par les eaux recyclées de la station. En Arabie saoudite Veolia construit à Jubaila - la plus grande plateforme pétrolière - une usine capable de traiter environ 70.000 tonnes de déchets. Enfin à Abu Dhabi, le groupe démarre un processus de traitement des déchets dangereux issus de l'industrie du raffinage du pétrole et un centre de traitement des boues faiblement radioactives issues de la production du pétrole.

**Pascal Voyer – Directeur Général, Antea France**, est intervenu pour présenter Antea France, entreprise de taille intermédiaire, active sur les géosciences. Créé il y a 30 ans, le groupe se positionne sur les métiers touchant à l'ingénierie de l'environnement et la valorisation des territoires, notamment sur les problématiques de la pollution des nappes, des sols et de l'air. Par ailleurs, le groupe est également actif sur les aspects réglementaires des projets industriels ou d'aménagement. **Antea est divisé en plusieurs départements : un département de gestion des données environnementales pour le compte des maîtres d'ouvrage publics ou privés ; un département infrastructures spécialisé dans la maîtrise des sols et du sous-sol ; un département cycle technique et cycle naturel spécialisé dans les réseaux d'usine et les précipitations avec leurs dimensions hydrauliques, écoulement et recharge des nappes. Ces activités sont au cœur des problématiques du réchauffement climatique et de son impact sur le cycle de l'eau.** Pour conclure, M. Voyer a indiqué

que son groupe recherche des acteurs locaux pouvant intervenir dans un champ d'activité assez large sur le Maghreb et le Moyen-Orient.

**Mohammad Choucair – Président des Organisations économiques libanaises**, a rappelé que le monde était confronté à des défis multiples : géopolitiques, économiques, énergétiques, inflationnistes et alimentaires. **Il a appelé à multiplier les échanges et à rassembler les énergies afin d'explorer toutes les possibilités d'une croissance économique durable.** Il a souligné que le secteur privé libanais, malgré la crise que traverse le pays, a pu consolider sa situation et arrêter son déclin. Par ailleurs, il a souhaité l'organisation d'une conférence au Liban, consacrée à l'ex-

ploration des opportunités d'investissement dans le pays du cèdre qui sont nombreuses notamment dans l'énergie, les services, les infrastructures, l'industrie, la banque et les technologies de l'information.

**Gaby Tamer – Président de la Chambre de commerce franco-libanaise**, a présenté la situation précaire du Liban du fait de la crise économique qui sévit dans le pays depuis 2019. Face à cette crise, les Libanais ont entrepris la reconstruction d'une économie productive pour réduire l'importation (19 milliards de dollars en 2022) et accroître les exportations (3,5 milliards de dollars, en 2022). **Il appelé les amis du Liban à investir dans son pays dans les infrastructures, l'eau, le téléphone, les transports et le traitement des déchets, à travers des partenariats public-privé afin de contribuer à transformer cette crise en opportunités.**

Pour le Cabinet Merlin, qui a fêté ses 100 ans l'an dernier, **Laurent Julvez – Directeur Général Adjoint**, a indiqué que le groupe exporte son savoir-faire depuis une trentaine d'années avec des usines de production d'eau potable et des stations d'épuration au Liban. Merlin est une entreprise familiale de taille intermédiaire avec de multiples

activités. Il est engagé de façon très forte sur la transformation écologique et la transition énergétique qui représentent à peu près 80 % de son activité, avec de nombreuses implantations, aussi bien en France qu'à l'étranger. **Son activité à l'international a démarré au Liban, avant de prendre son essor au Maghreb, notamment en Algérie, en Tunisie et en Égypte ; plus récemment en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Les métiers de Merlin, qui intervient sur l'ensemble de la chaîne, de la conception jusqu'au suivi des travaux, sont centrés sur l'eau et les déchets.** D'autres thématiques sont également présentes, notamment l'aménagement urbain, le transport ou la fibre optique, ainsi que toutes celles liées à la transition énergétique telles la production de la chaleur à partir des déchets ou des eaux usées pour les injecter dans un réseau de chauffage urbain, produire du carburant ou de l'électricité. Pour conclure, M. Julvez a indiqué que le groupe possède un savoir-faire particulier qu'il souhaite mettre au service du développement énergétique dans les pays arabes.

**Omar El Dakkak – Chef de l'Unité de mathématiques et des sciences numériques, Sorbonne Abu Dhabi**, a indiqué que son université était un pont entre les cultures et qu'elle ambitionne, avec son acquis de l'excellence scientifique, de proposer à la société des solutions novatrices. L'université réunit des champs disciplinaires très variés dans un espace suffisamment compact autour de projets de recherche. Le problème du réchauffement climatique nécessite des solutions multidisciplinaires et la structure de la Sorbonne Abu Dhabi propose des solutions novatrices, à la fois techniques, culturelles et réglementaires car il ne s'agit pas de proposer des solutions sans donner envie à la société de les recevoir. **Il a estimé que quatre grandes thématiques ressortent du**





# Gestion responsable et durable de la ressource en eau

Antea®Group

Comprendre aujourd'hui.  
Améliorer demain.

Ingénierie et conseil

L'eau est indispensable pour de nombreuses industries, comme matière première ou pour des fonctions clés telles que le refroidissement. Face à des situations de plus en plus fréquentes de stress hydrique, les industriels sont amenés à élaborer une stratégie de gestion de la ressource en eau, non pas limitée seulement aux sites industriels, mais élargie, considérant l'industrie comme partie intégrante du bassin versant auquel elle est reliée.

Antea Group intervient dans la définition de la politique de gestion de l'eau au niveau Corporate, et réalise des études de site détaillées à l'échelle du bassin versant comprenant :

- L'évaluation de la vulnérabilité de la ressource en eau,
- L'optimisation des installations & empreinte eau,
- La stratégie de préservation de la ressource en eau.



Basée sur l'évaluation des risques et des opportunités, avec la prise en compte des attentes des parties prenantes, cette stratégie est déployée via une feuille de route d'actions spécifiques. Elle aboutit ainsi à une **gestion adaptée, responsable et durable de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant tout en pérennisant l'activité au niveau du groupe.**

Nos experts en hydrogéologie, hydraulique et traitement des eaux accompagnent également les industriels dans tous les projets liés à l'eau :

- Valorisation des eaux souterraines et de surface,
- Gestion et traitement de l'eau industrielle,
- Conformité réglementaire, reporting,
- Prédiction dans le cadre du changement climatique,
- Contamination, évaluation et traitement des eaux souterraines.

**Notre démarche intégrée sur tout le cycle de l'eau répond aux défis majeurs du changement climatique, des transitions énergétique, écologique et numérique.**

Antea Group est accrédité par le CDP, organisation environnementale mondiale à but non lucratif, pour évaluer les entreprises et investisseurs qui souhaitent bénéficier d'une notation environnementale dans le domaine de l'eau. Nos experts les accompagnent dans un processus annuel de déclaration via un questionnaire sur leur gestion de l'eau.



Antea Group est membre de l'Alliance for Water Stewardship (AWS) au sein de laquelle collaborent des entreprises, ONG et acteurs publics. Elle encourage l'utilisation responsable de l'eau en certifiant les sites de production selon la norme internationale AWS.



Acteur majeur de l'ingénierie environnementale en France, Antea Group rassemble plus de 900 experts et consultants pluridisciplinaires intervenant dans les domaines de l'eau, de l'environnement, des infrastructures et des données environnementales en France métropolitaine, d'outre-mer et à l'international.

Plus d'informations :

[nadia.jebbour@anteagroup.fr](mailto:nadia.jebbour@anteagroup.fr)

[www.anteagroup.fr](http://www.anteagroup.fr)



réchauffement climatique, à savoir : les ressources en eau, les générations futures et les impacts du changement climatique, la transition énergétique et le développement durable, et la transformation digitale, à l'intérieur desquelles on retrouve des sous-thématiques. La communauté scientifique peut identifier des problèmes et développer des projets qui peuvent parfois surprendre tel le phénomène migratoire lié au changement climatique, du point de vue du droit international et de la sociologie. Les universités modernes sont descendues de leur tour d'Ivoire et ont compris qu'il faut développer des partenariats avec les entreprises et vice versa. Ainsi, deux chaires d'excellence sont nées à l'université Sorbonne Abu Dhabi, financées par TotalEnergies, et

Thalès, pour la recherche fondamentale.



S.E. Mme Hala Abou-Hassira

**S.E. Mme Hala Abou-Hassira** – Ambassadrice de la Palestine à Paris, a conclu cette session de travail en témoignant sur la situation en Palestine. « Nous ne pouvons pas séparer les perspectives de développement durable et la situation

politique dans nos pays », a-t-elle dit. Malgré une situation politique atypique, la Palestine s'est engagée en faveur de la durabilité environnementale et la gestion responsable des ressources natu-

relles. La Palestine est confrontée à des défis existentiels liés à l'utilisation, à l'accès et à l'appropriation de l'eau. « 85 % de l'eau palestinienne et contrôlée par Israël ». L'Ambassadrice a également soulevé le problème de l'accès à l'eau dans la bande de Gaza où 95 % de l'eau utilisée est impropre à la consommation car les nappes phréatiques sont surexploitées et de surcroît infiltrées par l'eau de mer. En Cisjordanie, ce défi frappe plusieurs villes et la population dépend d'une alimentation par camion. Malgré cette situation très difficile, la Palestine cherche à créer l'Autorité palestinienne de l'eau et de l'environnement pour mettre en place des politiques pour lutter contre le changement climatique.

Parmi les projets phares concernant l'eau, Mme Abou-Hassira, a cité celui de Gaza, financé par l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement, la Banque islamique, et le Fonds koweïtien pour le développement, ainsi que celui de Cisjordanie, mis en place par l'Agence Française de Développement. D'autres projets existent, notamment celui financé par Saint Gobain pour les canalisations servant aujourd'hui à approvisionner Gaza en eau potable. **Toutes les technologies de traitement de l'eau en territoire palestinien sont importées de France, a-t-elle dit, avant d'encourager les entreprises françaises à venir en Palestine malgré une réalité politique difficile car la demande est grande et les besoins sont aigus.** « Nous avons un cadre juridique attractif pour les investisseurs étrangers », a-t-elle précisé. **Et de conclure: « beaucoup avancent que l'eau serait la cause de la guerre dans notre région, moi je dis que c'est en faisant la paix, et essentiellement la paix entre la Palestine et Israël qu'on ouvrira une perspective de coopération régionale plus large qui serait bénéfique pour tous les peuples de la région ».**

## Deuxième session sectorielle

# Pour une relation économique franco-arabe renouvelée : une nouvelle approche des partenariats industriels



M. Khaled Hanafy

**En Keynote, M. Khaled Hanafy** – Secrétaire Général de l'Union des Chambres Arabes, a salué la participation en nombre des représentants du secteur privé arabe, démontrant ainsi son attachement au développement de la coopération entre la France et les pays arabes, et affirmé qu'au regard des changements qu'ils ont connus, il convient traiter avec eux sur de nouvelles bases privilégiant une relation stratégique. La France possède une technologie avancée et est riche par ses produits agricoles. **Les opportunités sont grandes pour construire des partenariats dans le secteur alimentaire et créer des co-entreprises avec des investissements arabes pour raccourcir les chaînes d'approvisionnement et bénéficier de la main-d'œuvre locale quali-**



M. Alain di Crescenzo

**fiée et se projeter ensemble vers d'autres marchés, notamment en Afrique. D'autres opportunités existent dans l'économie et l'énergie vertes qui peuvent ouvrir la voie à des partenariats bénéfiques pour les deux parties.** Pour conclure, évoquant les nombreuses visites officielles entre les deux parties, il a indiqué que la France s'intéresse aujourd'hui beaucoup plus qu'avant à cette région, ce qui devrait encourager les investisseurs, et il a appelé tous les décideurs en France à réfléchir à cette nouvelle approche.

**Alain di Crescenzo - Président CCI France**, a estimé qu'il faut du courage pour faire des constats sans complaisance et dire que, par rapport à ses concurrents, l'industrie française a beaucoup décliné sur les 30 dernières années, notant qu'en 2022 elle représentait 13,5 % du PIB, contre 16 % en Italie et plus de 20 % en Allemagne. Par comparaison, en 1950, elle avoisinait les 30 %. 80 % des flux commerciaux à l'international sont constitués de biens, pendant que la part des services est moindre. Paradoxalement, Alain di Crescenzo, a évoqué une inflexion, observable dans les 3.000 nouveaux emplois créés en 2022, principalement dans l'industrie 4.0, l'industrie verte et la recherche de la souveraineté industrielle, ce qui rebat les cartes et crée des opportunités. Sur un autre plan, M. di Crescenzo a relevé que la guerre en Ukraine avait provoqué la hausse des prix de l'énergie et des matières premières que les entreprises n'avaient pas anticipée, tout en essayant de rebondir, grâce au soutien de l'Etat et des Chambres de Commerce. **L'avenir, a-t-**



il estimé, est tourné vers une industrie propre, décarbonée, pendant que la digitalisation et la robotisation la feront gagner en compétitivité. La part de marché de la France dans le commerce mondial avoisine les 3% ; il y a donc une

grande marge de progression qui nécessitera de bouger sur le front des exportations alors que pour la deuxième année consécutive la France était la plus attractive en Europe avec 1.800 projets industriels



M. Jean-Lou Blachier



M. Abdulrazaq Al Zuheere

identifiés en 2022. Abordant les domaines de coopération avec les pays arabes, M. di Crescenzo a notamment souligné le recyclage de l'eau, l'énergie et tous les secteurs du savoir-faire français. Pour conclure, il a estimé qu'il faut se rencontrer, se réunir et discuter. « J'ai passé ma vie dans les avions à rencontrer les peuples, je vous encourage à continuer à organiser ces rencontres ».

**Abdulrazaq Al Zuheere – Président de la Fédération des CCI d'Irak**, a rappelé l'accord de partenariat stratégique récemment signé entre la France et l'Irak et souligné que les entreprises françaises sont les bienvenues dans son pays. **Le marché irakien a évolué, a-t-il plaidé, il est désormais ouvert et libéral et offre de nombreuses opportunités d'investissement.** Le système bancaire irakien a de nouveau rejoint le système Swift qui permet de fluidifier les relations économiques du pays avec le reste du monde. **Il a rappelé que les entreprises françaises étaient présentes en Irak dans des grands projets.** « J'aimerais les voir revenir » a-t-il dit, notamment dans les secteurs de l'économie verte, de l'infrastructure, du traitement de l'eau, de la santé ou de la construction. L'Irak souhaite développer les secteurs du tourisme, du transport et l'agriculture, ainsi que le secteur industriel auquel le gouvernement a consacré plusieurs milliards de dollars. Il a rappelé que son pays vient d'attribuer un milliard de dollars de garantie pour faciliter les échanges avec l'Allemagne. C'est un message pour le monde et pour l'Europe, qui montre l'intérêt que porte l'Irak pour les entreprises européennes et françaises.

**Jean-Lou Blachier - Secrétaire confédéral CPME**, a présenté son organisation qui rassemble les petites et moyennes entreprises. La CPME est présente dans de nombreux pays grâce aux partenariats qu'elle y a tissés. Dans les pays arabes, elle est présente à travers le Groupement du patronat francophone qui organise les 15 et 16 mai prochains une manifestation en Jordanie et attend des délégations d'entreprises qui viendront, notamment



M. Kamel Benloukil



S.E. M. Alaa Youssef

d'Afrique, des Emirats arabes unis, d'Égypte et d'Irak. Soulignant l'importance de travailler ensemble, il a invité les participants à se joindre aux différentes manifestations organisées, propices à la coopération. Le Groupement du patronat francophone rassemble des patrons de 88 pays francophones ou francophiles et près de 20 millions d'entreprises. Certes, il est difficile pour certaines PME-PMI de s'investir à l'international par manque de réseaux et de contacts locaux. Pourtant, à travers les manifestations que le CPME et la CCFA organisent, la possibilité de rencontrer des homologues leur est offerte.

**Kamel Benloukil – Directeur France, EDB Bahreïn**, a d'emblée annoncé que Bahreïn, le plus petit pays du Golfe était une force économique importante, ayant entrepris depuis une vingtaine d'années de diversifier son économie et de moderniser ses règlements afin d'attirer les investisseurs étrangers et dynamiser le secteur privé. Une cinquantaine d'entreprises françaises sont installées dans le pays tels le groupe Viv'Alu qui travaille avec le groupe Alba, deuxième fonderie d'aluminium au monde, qui



M. Abdelfattah Al-Masri

s'équipe pour produire de l'aluminium avec l'énergie verte. Le gouvernement bahreïni a investi massivement dans les plateformes logistiques maritimes et aéroportuaires permettant aux entreprises d'exporter et d'importer rapidement les produits périssables. **Le pays attire de plus en plus d'investisseurs étrangers et des industriels dans le secteur de l'automobile et de l'aéronautique, et cherche à collaborer avec les entreprises françaises dans l'agriculture et l'agroalimentaire, et souhaite aider les entreprises françaises à rayonner sur la région.** Il a rappelé que l'Agence de développement économique de Bahreïn, installée à Paris depuis mai 2022, aide à dynamiser les échanges entre les deux pays.

**Mohammed Abdelfattah Al-Masri – Vice-Président de la Fédération des CCI égyptiennes**, a rappelé que l'Égypte avait mis en place une stratégie de développement, « **Vision 2027** », qui vise à dynamiser le développement de l'industrie pour contribuer à hauteur de 20 % dans le PIB, de même qu'à attirer les investisseurs étrangers, développer l'économie verte et augmenter les exportations pour atteindre 100 milliards de dollars. Dans l'industrie, la FEDCOC a défini les opportunités d'investissement pour les entreprises étrangères et mis en place une série de mesures d'aide pour leur installation, la facilitation de leurs relations avec les industries locales, l'obtention d'avantages fiscaux et financiers et l'accès à la main-d'œuvre locale qualifiée. Il a souligné que les relations entre la France et l'Égypte remontent à 1860, à l'époque de la construction du canal de Suez par Ferdinand de Lesseps, élargi pour faciliter le passage des gros porte-conteneurs et aménagé pour accueillir des zones industrielles sur ses rives. Le pays offre ainsi beaucoup d'occasions d'investissements pour les entreprises françaises.

**S.E. M. Alaa Youssef – Ambassadeur d'Égypte**, a rappelé que 925 entreprises françaises évoluaient très librement en Égypte, avec un chiffre d'affaires de 83 milliards d'euros, un nombre appelé à une forte progression dans les prochains mois suite aux différents accords signés en marge du dernier sommet sur le climat à Sharm El Sheikh. Il a souligné que la zone économique du canal représente une opportunité très prometteuse pour les entreprises françaises via plusieurs MOU signés l'année dernière dans l'industrie et les énergies renouvelables, tel l'hydrogène vert qui représente un vecteur important de développement de la coopération entre les entreprises françaises et égyptiennes. **Il a rappelé que l'Égypte a signé plusieurs accords de libre**

**échange avec des pays africains et des pays arabes qui ouvrent des marchés potentiels pour les entreprises installées dans le pays.** Le gouvernement a entrepris des réformes et mis en place des mesures d'incitation pour encourager les investissements étrangers à travers le plan « Forçat Zahabia » (occasions en or) et appelé les investisseurs à profiter de ces mesures.

**S.E. M. Fahad Al Ruwaily – Ambassadeur d'Arabie saoudite**, a indiqué que son pays est une destination privilégiée des investissements étrangers, suite aux réformes économiques et sociétales dont les résultats sont palpables. **Le Plan de développement « Vision 2035 » définit la stratégie industrielle du pays et développe des partenariats dans différents domaines tels l'énergie, l'eau et les transports. Au vu de leur savoir-faire et des technologies avancées qu'elles maîtrisent, les entreprises françaises sont invitées à visiter le royaume pour découvrir les opportunités sur le marché saoudien.**

**M. Samir Majoul – Président de l'UTICA**, Tunisie, a déroulé le fil des événements dans son pays : révolution, Covid, guerres en Libye et en Ukraine, qui ont affaibli le pays et impacté ses finances publiques. Toutefois, la Tunisie, pays de 12 millions d'habitants, à l'origine de l'organisation de la francophonie et considéré comme l'atelier du monde, reste très compétitive, pai-



S.E. M. Fahad Al Ruwaily

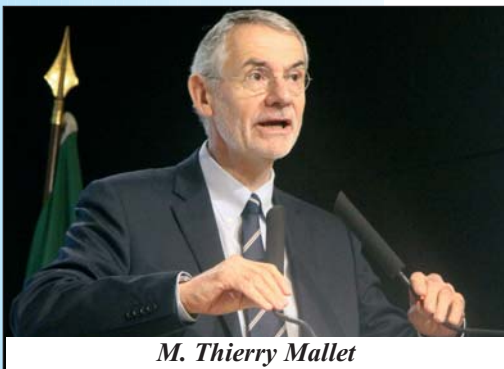


M. Samir Majoul

sible et accueillante et affiche une attractivité industrielle exceptionnelle. 1.400 entreprises françaises y sont installées. Il a rappelé la situation géopolitique actuelle très particulière avec l'instrumentalisation de l'énergie et de l'alimentaire en armes de guerre. Il a souligné la nécessité pour chaque pays de retrouver la souveraineté alimentaire, sanitaire et énergétique. **« Nous réformons l'ensemble des filières industrielles et agricoles, l'énergie renouvelable, l'économie bleue et l'économie circulaire et nous appelons la France à marquer ces territoires, à reprendre sa force sur l'échiquier mondial et sa relation avec les pays arabes ».** Pour conclure, il a indiqué que la Tunisie va bien et que l'économie est résiliente, ainsi que le secteur privé qui génère de la croissance et contribue au budget de l'Etat.

### Troisième session sectorielle

## Ville durable et grands projets de demain



M. Thierry Mallet

est un groupe franco-allemand dont le capital est détenu par deux actionnaires : la Caisse des dépôts et consignations (66 %) et le groupe allemand Rethmann (34 %). Présent sur les 5 continents, le groupe compte 100.000 collaborateurs qui accompagnent tous les jours 12 millions de personnes dans leur mobilité dans 20 pays, leur permettant de se déplacer tous les jours avec des solutions sûres, fiables et innovantes, et au service du bien commun.

Parce que la mobilité est inhérente aux villes, a-t-il poursuivi, et parce qu'on se déplace pour aller travailler, étudier, se faire soigner ou se divertir et voir la famille, le métier de Transdev, c'est de faire de la mobilité durable, de la cohésion des territoires et d'accompagner le développement économique. Évoquant la mobilité du quotidien, M. Mallet a indiqué que plus de la moitié des kilomètres parcourus tous les jours se résume au trajet domicile-travail, deux éléments extrêmement structurants et qui montrent que la voiture occupe une part importante de l'ordre de 70 à 80 % dans nos déplacements. Par ailleurs, il a souligné

« Transdev, ce sont des femmes et des hommes au service des femmes et des hommes », a déclaré **Thierry Mallet, PDG Transdev**, en guise de préambule à son intervention. Transdev

qu'en Europe, la part des émissions liées aux transports avoisine 30 % et que la voiture individuelle serait responsable quasiment de la moitié de ces émissions. Il a souligné que la voiture électrique n'est pas à elle seule la solution parce dans les milieux urbains « on aura toujours de la congestion propre » et d'indiquer par conséquent qu'il fallait inventer un modèle différent, permettant de se passer de la voiture et vers la mobilité partagée.

Le métro et le tram, malgré leur efficacité, ne suffisent plus pour desservir les centres urbains car on est face à un phénomène de métropolisation où les centres villes deviennent tentaculaires et les bassins de vie grandissent vite. Il a estimé que l'absence de solution contribuera à créer un phénomène d'exclusion ou à l'aggraver. **Il s'agit là, a-t-il souligné, d'un véritable enjeu, à savoir assurer une cohésion sociale et une cohésion territoriale. Le problème étant posé, M. Mallet a entrepris de partager quelques pistes de solutions à l'échelle du bassin de vie, sur un rayon de 30 à 40 km autour du centre, sur lesquelles Transdev travaille, comme le BRT (Bus Rapide de Transport), encore appelé BHNS (Bus à Haut Niveau de Service).** A Bogota, a-t-il ainsi révélé, en 5 ans, la ville a été capable de mettre en place un mode de transport qui couvre l'ensemble de la ville et qui transporte aujourd'hui avec ses bus deux millions et demi de personnes, soit l'équivalent pour les Français des RER A et B en même temps. Ce sont des bus de type 27 M sur des voies dédiées. Avec cette solution, le déplacement se fait 2 fois plus vite qu'en voiture à Bogota. **En conclusion, M. Mallet a estimé que le véritable enjeu consiste à redéfinir nos villes, redéfinir la mobilité, trouver des solutions non pas pour les centres-villes, mais pour les périphéries.**

**Mme Isabelle Lopez - CCO International, Business Line Energie et Villes Durables chez Egis**, dont 60 % de son activité est à l'international, a observé qu'on ne peut pas régler les ques-



tions de la ville si on n'est pas proche des gens qui y vivent. Depuis plus de 70 ans le groupe est présent en Afrique avec plus de 500 collaborateurs et observe au quotidien que les challenges de la conception d'une ville trouvent leurs solutions dans la bonne articulation des enjeux de la population qui y vit. « Comment vit-on dans un monde où les températures évoluent, augmentent », s'est-elle demandé ? Dans les pays arabes, la température est déjà extrêmement élevée et elle s'accroît, a-t-elle observé, avant d'évoquer la question du confort dans l'espace public, ainsi que les risques et les résiliences des villes encore vivables malgré les risques d'inondations, les risques de submersion marine, sans oublier le patrimoine culturel ou encore les questions autour des stratégies de verdissement des villes. En conclusion de son intervention, Mme Lopez a avancé des solutions durables pour la mobilité développées par l'ingénierie Egis pour recréer des espaces naturels inspirés de la nature elle-même et qui contribuent au maintien de la biodiversité.

**M. Guillaume Sauvé - Président d'Eiffage Métal et Eiffage Génie Civil**, a détaillé les activités de son groupe et la manière dont il exploite les 2.000 km d'autoroutes en France et les autoroutes au Sénégal. Il a indiqué que le groupe dont 70 % de son activité se déploie en France, réalise 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires et compte 70.000 collaborateurs. Sur la zone Moyen-Orient, Eiffage apporte son expertise particulière sur les projets en mobilisant les bonnes équipes et prend en compte les enjeux du pays et son tissu économique préexistant pour développer des solutions. « Notre métier est de construire le monde de demain, de construire la ville de demain », a-t-il dit, une ville décarbonée en matière de transport et moins consommatrice d'énergie. Et cela se passe aussi en recyclant tout ce qui peut l'être. Construire la ville de demain exige aussi la capacité à combiner les différentes activités économiques, de loisirs et d'hébergement des ses différents quartiers et de sa connectivité avec les autres villes voisines et de sa périphérie. Par ailleurs, il faut faire évoluer l'ensemble des pratiques en allant chercher de nouveaux matériaux qui, au-delà du béton ou de l'acier traditionnel, permettent d'imaginer ce que sera la ville de demain. Il y a une attente environnementale des populations, une attente sociétale qui est beaucoup plus complexe, et les projets qui réussissent sont ceux qui sont capables de les prendre en compte. Pour conclure, M. Sauvé a cité certains des projets que le groupe réalise en France, en Arabie saoudite, au Sénégal et à Monaco.

**Mohamed Ben Laden, Président du Conseil d'Affaires Franco-Saoudien**, émanation de la Fédération des Chambres de commerce saoudiennes, membre de la CCFA, a évoqué plusieurs grands projets notamment la ville de Neom, une ville totalement décarbonnée avec 450 km de littoral. Autres projets d'envergure, le King Salman Park et ses 16,5 km d'espaces verts, soit 7 fois Central Park. La ville sportive et

le projet Green Riyadh et ses 4,2 km d'espaces verts et 120.000 arbres plantés, sans oublier les projets de métro et de bus de la capitale saoudienne, ou encore le métro de la Mecque. Enfin, l'Arabie Saoudite, qui est résolument engagée sur le front du renouvelable, que ce soit dans le solaire, les éoliennes ou encore l'hydrogène, a démarré les projets de traitement des eaux usées à Riyad, Djeddah et Médine, pour lesquels 3 ou 4 contrats ont déjà été attribués, alors que d'autres vont l'être de façon imminente. En conclusion, M. Ben Laden a demandé aux grands groupes français qui vont en Arabie saoudite de s'y rendre avec des PME et des TPE dans leurs bagages. Il a enfin rappelé aux entreprises françaises qui souhaitent se rendre au salon Saudi Build qu'il y a une vraie demande, une vraie opportunité pour les PME-PMI françaises en Arabie saoudite.



Mme Isabelle Lopez



M. Guillaume Sauvé



M. Antoine Grange



M. Frédéric Schriqui

**M. Antoine Grange - Directeur général Europe, Transdev**, a rappelé que les pays arabes comptent près de 400 millions d'habitants dont 60 % dans des villes qui sont en croissance forte. Il faut donc créer des villes soutenables dans la durée et pour la population. Transdev a des solutions à proposer, des exemples qui marchent a-t-il dit. Deux messages clé qu'il a tenu à transmettre : bien prendre en compte le périmètre de décision, la bonne autorité qui décide au niveau du bassin urbain dans toute sa dimension. Il a donné l'exemple la ville de Rabat où une nouvelle autorité pour la mobilité a été créée pour toute la géographie de l'agglomération urbaine. Le deuxième message est lié à la transition énergétique et à l'empreinte carbone de la mobilité. « Nous sommes

opérateurs de près de 3.000 bus électriques, des bus qui tournent au biogaz et nous commençons à explorer l'hydrogène ». Il a souligné que dans les pays arabes, des investissements importants sont engagés dans ce sens. Pour conclure, il a indiqué que l'objectif premier chez Transdev est de proposer des solutions pour limiter la voiture.



M. Mohamed Ben Laden

**M. Frédéric Schriqui - Vice-président international de NGE**, a indiqué que son groupe est impliqué dans les métiers de la ville durable, les infrastructures de transport et qu'il était présent dans les pays arabes. NGE, groupe d'ingénierie et de construction, qui regroupe 16.000 collaborateurs, réalise près de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Le groupe gère 10.000 projets par an en France et à l'étranger. Le groupe est présent dans 17 pays et réalise 15 % de son chiffre d'affaires à l'international. Présent en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe et plus récemment en Amérique latine et en Amérique centrale, le groupe possède une solide expérience en construction ferroviaire en pose de voies et caténaires au Moyen-Orient. En Egypte où le groupe a exécuté 3 projets importants, et en Arabie saoudite, 2 grands projets sur les transports de frets, il vient de décrocher la réalisation de lignes à grande vitesse.



An illustration of a city street scene. In the foreground, a red and grey Transdev train is stopped at a station platform. Several people are boarding or disembarking: a woman in a blue jacket, a woman in a brown coat, a man with a backpack, and a man with a bicycle. In the background, a red double-decker bus with the Transdev logo is on an elevated track. A cyclist is riding on the street. The scene is set in a city with colorful buildings and a clear sky.

# Sustainable and inclusive MOBILITY

As a global mobility operator and integrator, Transdev empowers freedom to move every day thanks to safe, reliable, and innovative solutions that serve the common good.

We are proud to transport 11 million passengers daily.

Our approach is rooted in close collaboration with communities and businesses, and in the search for sustainable transportation solutions.

We are people serving people. And mobility is what we do.



Quatrième session sectorielle

# Nourrir, soigner, partager médicaments et ressources alimentaires

La quatrième session sectorielle a réuni une table ronde sur le thème « Nourrir, soigner et partager les médicaments et les ressources alimentaires » autour de M. Jean-François Gendron, Président de French HealthCare, du Dr. Nadia Cheaib, Présidente de ClinGroup, de Mme Daphné Richet-Cooper, Directrice des relations bilatérales chez Sanofi, S.E. M. Reyad Yassin Abdullah, Ambassadeur du Yémen à Paris, et de M. Mustapha Bahman, Président de France Originelle.

Premier à prendre la parole, M. Jean-François Gendron a indiqué que French HealthCare, l'association qu'il préside, est une marque qui appartient au ministère des Affaires étrangères lancée il y a 7 ans pour mettre en avant l'excellence du système français de santé et de soins, considéré dans beaucoup de pays comme étant excellent. Rappelant que French HealthCare agit dans presque tous les pays de la région, M. Gendron a annoncé qu'elle compte aujourd'hui plus de 300 membres qui représentent 250.000 collaborateurs à travers le monde et réunit des groupes pharmaceutiques, des start-ups, des entreprises du dispositif médical, des assembleurs, des architectes, des centres de recherche et des centres de lutte contre le cancer.

L'attractivité de French HealthCare est stimulée par sa participation à divers salons, notamment le salon Arab Health qui a lieu à Dubaï avec un grand succès tous les ans et par l'envoi régulier de délégations pluridisciplinaires sur place, notamment en Arabie saoudite où French HealthCare a conduit des délégations d'entreprises et de grands groupes, quelquefois avec BpiFrance ou Business France, ou encore le Medef international. Cette attractivité « c'est aussi celle de la France » a-t-il ajouté. Elle s'appuie, enfin, sur un site, my French Hospital, qui recense pour les étrangers les hôpitaux français en capacité d'accueillir des étrangers dans de très bonnes conditions, certifié par un label de qualité créé avec l'Afnor.

Poursuivant dans la même logique événementielle, M. Gendron a signalé l'organisation par French HealthCare pour la deuxième fois à Paris, les 18-19 septembre prochain, à la Maison de la chimie, d'un forum d'échanges entre entreprises, avec la présence de nombreuses délégations étrangères invitées. « Nous en avons 120 l'année dernière nous espérons en avoir 150 ou 200 cette année », a-t-il précisé. Le forum se clôturera au Quai d'Orsay par une réception networking.

En conclusion, M. Gendron s'est félicité du dynamisme de French HealthCare, dû aux nombreux projets dans le domaine de la santé dans tous les pays du Moyen-Orient. Et de citer comme exemple le projet « impressionnant » Al Ula en Arabie saoudite, pour lequel il faut des hôpitaux et des centres de soins.

Succédant à M. Gendron, le Dr. Nadia Cheaib a souhaité se focaliser sur la partie « soigner et partager les médicaments » du thème de cette table ronde. Précisant d'entrée que le monde arabe ne peut pas se résumer en une seule photo à cause de la grande diversité entre les régions aussi bien au plan économique - certains pays sont pauvres, d'autres sont moyennement développés, alors que d'autres sont riches - environnemental - tous ne jouissent pas du même climat - et politique - la région est le théâtre de plusieurs crises avec un afflux de réfugiés - elle a mis en exergue le transfert et le voyage de certaines maladies qui en découlent, ainsi que les affections, tel le diabète ou les maladies cardiovasculaires dues à la sédentarité croissante des populations, résultat du développement économique, notamment dans les pays du Golfe.

Cette situation, selon le Dr. Cheaib, met le monde arabe devant de très grands défis, notamment la standardisation de l'accès au traitement et la qualité des soins par rapport à l'économie des pays. La question étant de savoir comment investir et comment financer une telle démarche. Par ailleurs, elle a souligné que dans certains pays de la zone la pratique de la médecine traditionnelle est toujours active à côté de celle pratiquée par les médecins et professionnels de la santé qui ont fait leurs études en France, en Europe ou aux États-Unis. Évoquant l'impact que la France a toujours eu dans la région, et notamment au Liban et en Égypte, elle a cité les principaux hôpitaux qui datent de plus de 100 ans, le musée de la

médecine au Caire, ou encore les médecins arrivés de Marseille et de Toulon. Des socles sur lesquels elle aimerait construire des ponts pour relever les défis socio-économico-culturels et environnementaux de la région, des ponts entre la médecine traditionnelle arabe et la médecine occidentale.

Représentant le groupe pharmaceutique Sanofi dont elle est la Directrice des relations bilatérales pour les affaires gouvernementales et publiques, Mme Daphné Richet-Cooper a entamé son intervention par un panorama général de la présence de Sanofi dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient. Présente dans 17 pays, à la fois de manière directe avec des filiales et indirecte à travers des distributeurs, Sanofi opère via 4 sites de fabrication de médicaments et 3 centres de distribution, et emploie environ 3.500 personnes, a-t-elle précisé.

Mme Richet-Cooper a énuméré les défis et les opportunités que présente la région du Moyen-Orient, avec toute la diversité qui la caractérise. Parmi les défis, elle a mis en exergue une grande prévalence de maladies non transmissibles telles que le diabète ou l'hypertension qui sont en partie dues à la sédentarité croissante des populations locales, et un grand niveau de consanguinité qui provoque de nombreuses maladies sanguines. Dans ce cadre-là, Sanofi s'est positionné au travers de son portefeuille de médicaments qui en font un leader dans le domaine de l'hyper-



M. Jean-François Gendron



Mme Nadia Cheaib



Mme Daphné Richet-Cooper

**“Le monde arabe ne peut pas se résumer en une seule photo à cause de la grande diversité entre les régions, aussi bien au plan économique, environnemental, que politique”.**



M. Mustapha Bahman



S.E. M. Reyad Yassin Abdullah

tension, du diabète et des maladies rares. Par ailleurs, Sanofi participe à la formation des personnels de santé des différents pays dans lesquels le groupe opère, de concert avec différentes facultés de médecine et de pharmacie, mais aussi différents ministères de la Santé. Au nombre des défis communs dans la région, Mme Richet-Cooper a cité des processus réglementaires d'approbation des médicaments, compliqués, qui varient selon les régions, et le commerce parallèle des médicaments. Optimiste malgré tout, elle s'est déclarée ravie d'apprendre la prochaine mise en place d'une possible standardisation.

Evocant la présence de Sanofi en Libye, elle a indiqué que le groupe a contribué à l'élaboration du calendrier vaccinal libyen, précisant que la Libye déroule un des calendriers vaccinaux les plus modernes au monde. Sanofi y travaille sur l'accès aux médicaments pour traiter les maladies cardiovasculaires et le diabète. Toujours en Libye, Sanofi est présente sur les marchés publics en répondant aux appels d'offres et sur le marché privé. Par ailleurs, bénéficiant de l'appui aussi de la Chambre de Commerce Franco-Arabe, Sanofi a travaillé de concert avec le Medef et French HealthCare, avec l'appui aussi des autorités françaises, pour conduire la première délégation française d'en-

treprises qui s'est rendue à Tripoli au mois de novembre comme un premier pas vers l'approfondissement des liens du groupe avec les autorités libyennes. Mme Richet-Cooper a mentionné, par ailleurs, le lancement d'un programme qui bénéficie du soutien de la filiale internationale des CHU français et qui recevra cette année plusieurs étudiants libyens en France pour une formation de 18 mois pour approfondir leurs connaissances en matière d'épidémiologie.

Succédant à Mme Richet-Cooper, M. Mustapha Bahman, Directeur de France Originelle, a livré le témoignage d'une TPE à la recherche permanente et avec succès de

débouchés sur un certain nombre de pays du Moyen-Orient. Il a souligné que France Originelle cherche à développer avec les TPE et les PME françaises une stratégie pour déterminer si la société qui souhaite se lancer à l'export possède la capacité de porter le projet sur le long terme.

Une grande partie du travail, a-t-il ainsi précisé, consiste à formuler une feuille de route contenant la logistique, la législation et les langues à maîtriser. Et d'insister sur la nécessité de ne pas traiter le monde arabe comme un bloc homogène car chaque pays fonctionne avec ses propres règles d'importation, de distribution et de douanes.

Clôturent cette quatrième session, S.E. M. Reyad Yassin Abdullah, Ambassadeur du Yémen à Paris, a mis en lumière les bénéfices des sommets et des rencontres. Il a indiqué qu'une délégation venant de son pays a visité un grand nombre de villes en France et a rencontré des responsables et chefs d'entreprises français et visité des usines, renforçant ainsi la relation avec la France, la faisant évoluer dans un sens qui contribue efficacement à résoudre les crises sanitaires et alimentaires que la situation actuelle nous impose au Yémen comme ailleurs. Il a néanmoins évoqué une difficulté particulière, à savoir le coût élevé des produits français.

### Cinquième session sectorielle

## Banques, Fonds et financements. A quoi ça sert ?

En Keynote, M. Laurent Saint-Martin, Directeur Général de Business France, a mis l'accent sur les investissements des pays arabes en France. Annonçant d'entrée que les choix sectoriels des investissements ont profondément évolué ces dernières années, aussi bien en leur nombre qu'en leur finalité. Il a esquissé un panorama dénotant trois changements majeurs.

**Le premier changement concerne le nombre de projets d'investissements arabes créateurs d'emplois en France, en constante augmentation.** Ainsi, concernant le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, Business France a recensé près de 230 projets en France depuis 2015 dont les 2/3 lors des 3 dernières années et que la Covid n'a pas freinés, bien au contraire. **Le deuxième changement notable touche à la finalité de ces investissements.** Il y a peu de temps encore, deux types d'investissements prédominaient, a-t-il dit, des prises de participations minoritaires au capital, ou bien des investissements dans les services avec des préférences dans la logistique, les centres d'appel et l'hôtellerie de luxe. **Depuis quelques années les investissements des pays arabes se diversifient en s'engageant directe-**



M. Laurent Saint-Martin

**ment dans le développement industriel.** Il s'agit là d'une perspective nouvelle qui se traduit par de nombreuses acquisitions d'entreprises, contribuant à créer ou à sauvegarder des centaines d'emplois. Troisième et dernier grand changement, **les investissements des pays arabes se déploient dans les nouvelles technologies et les secteurs de pointe,** en réponse à l'appel du grand plan « France 2030 » sur les nouvelles technologies qui prévoit des investissements de 54 milliards d'euros pour faire émerger les leaders de demain.

Le travail de Business France consiste à identifier des sites industriels clés en main aux investisseurs des pays arabes qui voudraient s'implanter directement à travers une filiale, par exemple, Enova Robotics qui s'est implantée en région parisienne, Doctor To Doctor à Strasbourg et Cybex à Orléans, ou Lynks Veille Technologique à Lyon.

Abordant les stratégies d'investissements des fonds souverains arabes, il a donné l'exemple du Fonds souverain qatari qui a conduit une levée de 250 millions d'euros pour la biotech française Innovafeed, et l'exemple du Fonds d'Abou Dhabi Mubadala



qui a investi 5,7 milliards d'euros dans la construction d'une nouvelle fonderie de semi-conducteurs en France.

Il a tenu à rappeler les facteurs d'attractivité de la France : sa position géographique au cœur de l'Union européenne ; le dynamisme de son marché qui offre de belles opportunités, les dispositifs publics d'accompagnement à la R&D, et enfin les dispositifs de soutien à l'export déployés par Business France. A ces facteurs, a-t-il poursuivi, s'ajoutent spécifiquement les liens culturels tissés entre la France et les pays arabes, la francophonie, et les talents de beaucoup de jeunes arabes qui viennent faire leurs études en France. **Pour conclure il a rappelé un proverbe arabe qui dit : « pour chaque regard que nous jetons en arrière, il nous faut regarder deux fois vers l'avenir », et d'ajouter : « je vous ai beaucoup parlé du passé, je me tourne donc maintenant vers le futur avec cette arrivée à la tête de Business France, et je le regarde avec optimisme ».**

Premier à intervenir au sein de cette cinquième table ronde, **M. Anwar Sayah - Directeur Financement à l'Union des Banques Arabes**, a tenu d'entrée à exprimer sa haute considération des institutions de financement françaises avec lesquelles l'UAB, qui couvre la totalité de la région arabe, entretient une relation très importante et suivie. Détaillant le rôle de l'UAB en tant qu'organisateur de conférences, de sommets et de rencontres ayant pour objet le financement, l'aide financière et tous les services bancaires, **M. Sayah a annoncé la tenue d'un sommet euro-méditerranéen à Paris les 23 et 25 mai prochains, en collaboration avec la Chambre de Commerce Franco-Arabe, et l'Union des banques françaises**, auquel il a convié tous les participants à cette rencontre.

**M. Sayah a, par ailleurs, évoqué le lancement d'une revue bancaire en langue française qui couvrira tous les pays arabes francophones, destinée à être le véhicule de toutes les nouveautés dans le monde de la banque et de la finance. Il a annoncé également la création d'un centre d'arbitrage dans le cadre de l'organisation de la francophonie. Enfin, il a souligné la mise en place par l'UAB d'une base de données regroupant toutes les lois et les législations arabes en matière de banques et de finances à destination de toutes les entreprises qui travaillent avec le monde arabe, mais également au service des autorités publiques.** A ce jour, cette base de données renferme plus de 6.600 lois et réglementations, a-t-il dit.

Succédant à M. Sayah, **M. Jean-Claude Gelhaar - Directeur général délégué de l'Union des banques arabes et françaises**, a précisé que **le seul métier de l'Uabaf est la facilitation et le financement du négoce entre l'Europe et les pays du monde arabe. Cette base géographique a été élargie à l'Afrique et à l'Extrême-Orient dont les pays sont très importateurs de matières premières et de produits énergétiques.** Parallèlement, l'Uabaf cherche à poursuivre sa progression géographique vers l'Afrique saharienne. L'Uabaf, a-t-il encore précisé, compte près de 300 employés, dont 200 Français à l'étranger, et travaille surtout dans les crédits documentaires des garanties de marché avec un turnover de 16 milliards d'euros, dont la moitié

environ est faite sur le monde arabe. Quant au capital de l'Uabaf, il est détenu à 47 % par le Crédit Agricole et les 53 % restants sont détenus par des actionnaires arabes. Par ailleurs, M. Jean-Claude Gelhaar a souligné que les clients de l'Uabaf sont des banques et des institutions financières. En conclusion, M. Gelhaar a précisé que l'Uabaf n'est pas une banque islamique mais travaille aussi sous une couverture islamique, audité tous les ans par un auditeur charia.

**M. Ziad Ghosn - Directeur Général, Europe Arab Bank**, a présenté l'EAB, une banque française de capital français qui fait partie du groupe Arab Bank. Installée à Paris, l'activité de l'EAB est centrée sur la région MENA et offre à ses clients un « One stop shop ». L'EAB opère dans le négoce et le commerce international et cherche à capter les flux du commerce et des crédits à l'export et à l'import. **L'EAB, a-t-il encore précisé, accompagne ses clients pour exécuter des projets d'infrastructures, des projets d'énergie renouvelables et bien d'autres projets dans la région du Moyen-Orient.** Elle accompagne aussi des groupes du Moyen-Orient qui souhaitent investir dans l'immobilier en France.



M. Anwar Sayah



M. Jean-Claude Gelhaar



Maître Amel Makhoulf



M. Simon Beauroy



M. Ziad Ghosn

De son côté, **Maître Amel Makhoulf, avocate**, a porté son regard sur la finance islamique intéressante, selon elle, pour les sociétés, les PME, les TPE et les grands groupes qui souhaitent effectuer des opérations financières charia compatible. **La qualifiant de finance participative à risque partagé, elle a indiqué que la finance islamique a gagné un certain intérêt suite à la crise financière en 2008 et s'intéresse depuis aux Fintechs et aux crypto monnaies, en même temps qu'à la banque de détail et d'investissement.** La finance islamique n'est pas réservée aux Pays Arabes, a-t-elle souligné, elle est compatible avec le droit français et permise dans tous les pays européens. La banque islamique, c'est 2 % de la finance conventionnelle, a-t-elle concédé, mais connaît depuis 20 ans une croissance annuelle de 11%, avec 3.000 milliards de dollars. Elle investit désormais la cryptomonnaie charia compatible. Pour conclure, Maître Makhoulf a estimé qu'il faut démystifier la finance islamique en France qui a souvent mauvaise réputation « et à tort ».

En clôture de cette cinquième table ronde, **Simon Beauroy - Directeur des partenariats stratégiques, Bpifrance**, a présenté la banque publique, regroupement de 3 institutions de banque avec l'idée de former un fond souverain français offrant une capacité de prêt, une capacité d'investissement et une capacité de financement à l'export. Il a indiqué que la branche « actifs » de Bpifrance représente 45 milliards d'euros et sa branche investissement 54 milliards d'euros. Il a insisté sur le financement par Bpifrance de tout le continuum d'activité depuis les start-up jusqu'aux plus grandes multinationales. **Dans la dynamique de coopération entre la France et les Pays Arabes, Bpifrance a une stratégie qui consiste à essayer de développer des partenariats stratégiques avec les Fonds souverains mondiaux, au premier rang desquels les Fonds souverains arabes. Il a indiqué que Bpifrance avait des partenariats avec le Fonds émirien Mubadala et avec le Fonds qatari, QIA, et enfin avec le Fonds saoudien du prince Alwalid.**

Rejoignez-nous au sein du Groupe Merlin,

LA RÉFÉRENCE INGÉNIERIE :

« JOBS THAT  
MAKE SENSE » !

Nos missions techniques, allient rencontres humaines, diversité et innovation, elles sont dédiées aux thématiques suivantes :

Au sein d'une structure familiale, nos 600 ingénieurs et techniciens participent très concrètement à la mise en œuvre d'infrastructures à impacts positifs pour la planète, la santé et le bien-être de ses habitants.

ENSEMBLE, CONCRÈTEMENT ACTIFS  
DANS LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



- # Protection et renaturation des cours d'eau,
- # Protection des ressources en eau potable,
- # Distribution d'eau potable,
- # Dépollution des eaux usées et production de biométhane



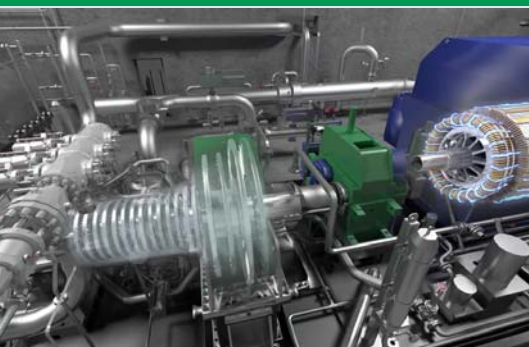
# Collecte, tri, recyclage, valorisation de nos déchets

- # Réduction des matières plastiques
- # Déchets des REP\*

\* Responsabilité Élargie des Producteurs



- # Décarbonation de nos territoires (chaleur) et de nos industries
- # Production, distribution d'énergies « free » CO2
- # Combustibles solides de récupération, bois déchets



# Aménagements de nos villages, villes, agglomération, métropoles dans un souci permanent de sobriété carbone et mieux vivre en ville

- # Transports en mode doux



Vous cherchez un job utile, inspirant, à impact positif dans une entreprise apprenante et souhaitez mettre votre talent au service du bien commun en étant du bon côté de l'histoire ?

POSTULEZ À UN EMPLOI, UN STAGE...  
DANS NOTRE ENTREPRISE !

Contactez madame Caroline DE LA CROIX VAUBOIS au  
04 72 32 56 64 (cdelacroix@cabinet-merlin.fr)